

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) : mise en œuvre pour le cadre d'emplois des administrateurs territoriaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le régime indemnitaire fixé pour le cadre d'emplois d'Administrateur Territorial par délibération du 16 décembre 2013 du conseil municipal de la Ville doit être modifié afin de permettre au sein de la collectivité la mise en œuvre obligatoire au 1^{er} janvier 2016 des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 instaurant l'IFSE (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise) et de l'arrêté du 29 juin 2015 la rendant applicable aux administrateurs civils, les modalités devant préalablement être soumises au Comité technique.

Il est précisé qu'à la différence des textes déjà publiés concernant les montants de l'IFSE applicables aux autres corps de l'Etat relevant de la filière administrative, l'arrêté du 29 juin 2015 est transposable aux membres du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux.

En effet, leur régime indemnitaire est fixé par référence à celui des administrateurs civils (sans précision d'un ministère de rattachement). Il n'y a donc pas lieu d'attendre la publication d'une annexe à l'arrêté définissant les fonctionnaires de l'Etat éligibles.

Cette transposition a pour conséquence la suppression de la prime de fonctions et de résultats (PFR) pour les Administrateurs territoriaux.

CONDITION D'OCTROI

L'application du principe de parité interdit de dépasser les montants du groupe de fonctions le plus élevé attribué pour les fonctionnaires de l'Etat.

En revanche, l'organe délibérant, compétent pour fixer les conditions d'attribution des primes, est libre de déterminer le nombre (supérieur à un) de groupes de fonctions ainsi que la répartition des emplois dans chaque groupe de fonctions.

A cet égard, les collectivités peuvent s'inspirer des recommandations formulées par le ministère de la fonction publique pour les services de l'Etat décrites dans le décret cadre :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Le dispositif est centré sur une indemnité principale versée mensuellement, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) à laquelle peut s'ajouter un complément indemnitaire versé annuellement (CIA) en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

La prime est non cumulable avec toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget (non publié à ce jour).

L'indemnité est cumulable avec la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction (sous réserve de confirmation ministérielle).

BENEFICIAIRES ET MONTANTS

Les bénéficiaires sont les agents titulaires, stagiaires et non titulaires en position d'activité au sein de la collectivité, au prorata de leur temps de travail.

Les montants individuels qui seront attribués aux bénéficiaires à la transposition sont ceux actuellement en vigueur au titre de la PFR.

Quatre groupes de fonctions sont institués:

	montant annuel IFSE	montant annuel CIA
Groupe 1 : DGS	Dans la limite du montant annuel maximum fixé par arrêté du 1 ^{er} juillet 2015 (49 980 € au 1 ^{er} juillet 2015)	0 à 100 % du montant maximum annuel fixé par arrêté du 1 ^{er} juillet 2015 (8 820 € au 1 ^{er} juillet 2015)
Groupe 2 : DGAS	Dans la limite du montant annuel maximum fixé par arrêté du 1 ^{er} juillet 2015 (46 920 € au 1 ^{er} juillet 2015)	0 à 100 % du montant maximum annuel fixé par arrêté du 1 ^{er} juillet 2015 (8 280 € au 1 ^{er} juillet 2015)
Groupe 3 : Directeur	Dans la limite du montant annuel maximum fixé par arrêté du 1 ^{er} juillet 2015 (42 330 € au 1 ^{er} juillet 2015)	0 à 100 % du montant maximum annuel fixé par arrêté du 1 ^{er} juillet 2015 (7 470 € au 1 ^{er} juillet 2015)
Groupe 4 : Directeur adjoint / Responsable	Dans la limite du montant annuel maximum de 36 210 €	Dans la limite du montant annuel maximum de 6 390 €

d'établissement / Chargés de mission		
--	--	--

Le montant de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen en cas de changement de fonctions ou de grade mais aussi au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent.

Le CIA s'il est déclenché tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, appréciée dans le cadre de l'entretien professionnel, et évalué sur la base des critères validés pour celui-ci. Il fait l'objet d'un versement annuel, en une ou deux fractions, non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Son montant fixé en fonction de l'évaluation professionnelle est compris entre 0 et 100 % du montant maximal annuel (voir ci-dessus).

L'application de l'IFSE en lieu et place de la PFR entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal :

- D'approuver la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions relatives au régime indemnitaire applicable aux administrateurs territoriaux.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015